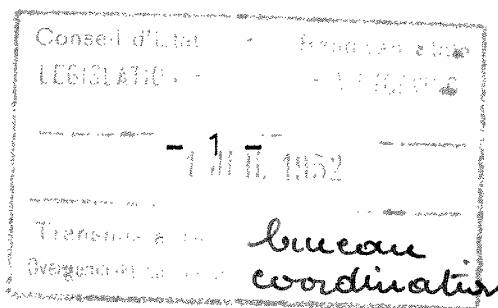


VVV..



L.2901/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 13 mai 1952, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant revision des peines disciplinaires et des actes enportant cessation de fonctions, pris en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie contre les administrateurs et le personnel des organismes d'intérêt public", a donné en sa séance du 10 juin 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e Mei 1952 door de Eerste-Minister verzocht hen van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot herziening van de tuchtstraffen en van de beslissingen houdende opheffing van hun dienstverband, uitgesproken wegens gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting, tegen de beheerders en het personeel van de instellingen van openbaar nut", heeft ter zitting van 10 Juni 1952 het volgend advies gegeven :

Aux termes de l'exposé des motifs précédant le présent projet, le Gouvernement exprime l'intention de prendre en faveur des personnes visées à l'article 1er, 2°, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, des mesures de revision identiques à celles qui sont prévues en faveur des agents de l'Etat des provinces, des communes, des associations ... etc.

Ces mesures ont fait l'objet d'un projet de loi soumis au Conseil d'Etat le 24 mars 1952 par le Ministre de l'Intérieur et sur lequel la section de législation a donné un avis en sa séance du 5 avril 1952 (L. 2798/2).

Afin de réaliser les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose un texte qui s'inspire de celui qui fut proposé au Ministre de l'Intérieur.

+

+ +

L'article 5 du projet contient des dispositions qui s'inspirent de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques.

Le Conseil d'Etat fait observer que le texte de cet article peut avoir pour effet de permettre à l'intéressé de demander la modification d'une décision de revision jusqu'au soixantième jour qui suit l'expiration du délai fixé à l'article 3 du projet, alors que le Roi doit statuer dans le même délai.

+

+ +

.../...

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

PROJET DE LOI RELATIVE A LA REVISION DES MESURES DISCIPLINAIRES PRISES EN RAISON DE LEUR COMPORTEMENT PENDANT L'OCCUPATION ENNEMIE A L'EGARD DES PERSONNES VISEES A L'ARTICLE 1er, 2°, DE L'ARRETE-LOI DU 8 MAI 1944 RELATIF AUX FONCTIONS PUBLIQUES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Premier Ministre est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

La présente loi est applicable aux gouverneurs, aux présidents et membres des conseils de régence, d'administration, de censeurs, des collèges de commissaires et des comités de direction, ainsi qu'aux directeurs généraux, directeurs et membres du

personnel des institutions, sociétés, associations, établissements et offices à l'administration desquels l'Etat participe, auxquels l'Etat fournit une garantie, sur l'activité desquels l'Etat exerce une surveillance ou dont le personnel de direction est désigné par le Gouvernement, sur sa proposition ou moyennant son approbation.

Article 2.-

§ 1er. Les personnes visées à l'article 1er, qui, en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, ont encouru une sanction disciplinaire, peuvent introduire une demande en revision.

Toutefois, celles d'entre elles qui ont été privées de tout ou partie des droits prévus à l'article 123 sexies du Code pénal ne peuvent introduire cette demande qu'à condition qu'une décision judiciaire ayant acquis force de chose jugée, rendue en application de l'article 15 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, des articles 6, 7 ou 8 de la loi du 29 février 1952 modifiant la loi précitée, ou de toute autre disposition légale qui étendrait à d'autres personnes le bénéfice du recours prévu par ces articles, ait supprimé la déchéance ou l'interdiction ou en ait limité la portée de manière à leur restituer tous ces droits, au plus tard à partir de la date de cette décision.

La privation provisoire des droits visés à l'alinéa précédent en vertu d'un jugement exécutoire par provision, rendu en application de l'article 6 de la loi du 14 juin 1948, suspend le droit d'introduire une demande en revision.

.../...

Est assimilée à la révocation pour l'application de la présente loi, la démission offerte sous menace de la privation de l'emploi par mesure disciplinaire en raison du comportement pendant l'occupation ennemie.

§ 2. La situation des personnes visées à l'article 1er, privées de leur emploi par l'effet d'une déchéance ou d'une interdiction encourue à la suite d'une inscription sur la liste prévue à l'article 4 de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à l'épuration civique ou d'une condamnation du chef d'une infraction ou d'une tentative d'infraction prévue au livre II, titre I, chapitre II, du Code pénal ou aux articles 17 et 18 du Code pénal militaire, commise en temps de guerre, est révisée d'office dès que la déchéance est supprimée en vertu d'une décision judiciaire ayant acquis force de chose jugée, visée au § 1er.

En cas de limitation de la déchéance ou de l'interdiction dans les conditions prévues au § 1er, alinéa 2, ces personnes peuvent introduire une demande en revision de leur situation.

Article 3.-

La requête en revision est introduite, conformément aux modalités à déterminer par arrêté royal, par l'intéressé et, en cas de décès, par son conjoint, ses descendants, ses ascendants ou ses frères et soeurs.

Article 4.-

L'autorité qui a prononcé la sanction disciplinaire statue sur la demande en revision.

La revision d'office appartient à l'autorité dont l'intéressé relève au point de vue disciplinaire.

La décision en matière de revision doit, sous réserve des dispositions de l'article 5, être prise conformément aux lois et règlements fixant le statut disciplinaire du personnel intéressé.

Les décisions en matière de revision doivent intervenir au plus tard dans l'année qui suit l'expiration du délai fixé par l'arrêté royal prévu à l'article 3. Pour le personnel de la Société nationale des chemins de fer belges, ce délai est porté à deux ans.

Article 5.-

Les décisions en matière de revision sont motivées. Elles sont prises sur l'avis motivé d'une commission de revision dont les attributions, la composition et le fonctionnement sont réglés par arrêté royal. La commission de revision est présidée par un magistrat, et au moins la moitié des membres, y compris le président de chaque collège consultatif, doivent appartenir à une des catégories de personnes visées aux quatre premières listes mentionnées à l'article 2 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

.../...

Article 6.-

En dehors des cas où la décision en matière de revision a été prise par le Roi, celui-ci peut, jusqu'au soixantième jour qui suit l'expiration du délai fixé à l'article 3 :

- 1° se substituer à l'autorité qui reste en défaut de prendre la décision conformément à l'article 4;
- 2° modifier d'office ou à la demande de l'intéressé, la décision prise par l'autorité compétente.

Article 7.-

§ 1er. La décision prise en vertu des articles 2 et 6 peut rétroagir à la date à laquelle la décision dont la revision est demandée, a sorti ses effets.

§ 2. Lorsque la décision en matière de revision a pour effet de rappeler une personne en service, celle-ci doit être mise en non-activité pour la durée de l'interruption de ses fonctions.

§ 3. Lorsque la décision en matière de revision comporte une peine disciplinaire, le traitement de non-activité visé au paragraphe précédent est égal au montant des cotisations ou prélèvements qui auraient dû être versés ou effectués conformément aux lois sur la sécurité sociale ainsi que sur les pensions de veuves et orphelins si l'agent était resté en fonctions.

§ 4. Lorsque la décision en matière de revision n'implique pas une peine disciplinaire, le traitement de non-activité est égal à la différence entre le traitement d'activité que l'agent aurait obtenu s'il était resté en fonctions et ses revenus professionnels

globaux, abstraction faite de ceux que lui a procurés une activité de cumul autorisée. Ce traitement de non-activité ne peut dépasser les montants calculés conformément aux dispositions en matière de traitement d'attente applicables aux agents de l'Etat mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service. Il ne peut pas être inférieur au montant des cotisations et prélèvements visé au § 3.

§ 5. La durée de mise en non-activité est prise en considération pour l'avancement de traitement. Elle peut l'être également pour l'avancement de grade.

§ 6. Pour l'établissement des droits à la pension, le temps passé en non-activité sera compté comme service effectif et le traitement d'activité dont les intéressés auraient bénéficié s'ils étaient restés en fonctions servira éventuellement pour former ou compléter la moyenne des traitements servant de base à la pension.

Cette pension sera toutefois diminuée du montant des rentes qui auraient été constituées conformément aux lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, du chef d'une profession exercée pendant la période de non-activité.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

Volgens de memorie van toelichting bij het ontwerp wil de Regering ten voordele van de personen bedoeld in artikel 1, 2°, van de besluitwet van 8 Mei 1944 betreffende de openbare ambten, identieke herzieningsmaatregelen treffen als ten voordele van het Rijkspersoneel, het personeel der provinciën, gemeenten, verenigingen van ... enz.

Deze laatste maatregelen zijn het voorwerp geweest van een ontwerp van wet door de Minister van Binnenlandse Zaken de 24e Maart 1952 bij de Raad van State ingediend en waarover de afdeling wetgeving in zitting van 5 April 1952 advies (L.2798/2) heeft uitgebracht.

Ter verwerkelijking van de bedoelingen der Regering stelt de Raad van State een tekst voor, waarbij een voorbeeld is genomen aan die welke aan de Minister van Binnenlandse Zaken werd aanbevolen.

+

+

+

Artikel 5 van het ontwerp behelst bepalingen in de geest van de besluitwet van 8 Mei 1944 betreffende de openbare ambten.

De Raad van State merkt op dat de tekst van dit artikel tot gevolg kan hebben dat de belanghebbende in staat wordt gesteld om de wijziging van een herzieningsbeslissing te verzoeken tot de zestigste dag na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 3 van het ontwerp, dan wanneer de Koning binnen dezelfde termijn moet beslissen.

+

+

+

.../...

Voorts stelt de Raad van State voor, in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen die in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE HERZIENING VAN DE TUCHT.
STRAFFEN, WEGENS HUN GEDRAGINGEN TIJDENS DE VIJANDELIJKE
BEZETTING GENOMEN TEN AANZIEN VAN DE PERSONEN BEDOELD
BIJ ARTIKEL 1, 2°, VAN DE BESLUITWET VAN 8 MEI 1944 BE-
TREFFENDE DE OPENBARE AMBTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en
op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Eerste-Minister is gelast in Onze Naam
bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen,
waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Deze wet is van toepassing ten aanzien van de
gouverneurs, de voorzitters en leden van de raden van
regenten, van beheer, van censoren, van de colleges van
commissarissen en van de bestuurscomité's, alsmede ten
aanzien van de directeurs-generaal, directeurs en leden
van het personeel der inrichtingen, vennootschappen,
verenigingen, instellingen en diensten aan het beheer
waarvan de Staat deelneemt, waaraan de Staat een waarborg

.../...

verleent, op de werkzaamheid waarvan de Staat toezicht uitoefent of waarvan het bestuurspersoneel wordt aangesteld door de Regering, op haar voordracht of met haar goedkeuring.

Artikel 2.-

§ 1. De in artikel 1 bedoelde personen die wegens hun gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting disciplinair gestraft zijn, kunnen een verzoek tot herziening indienen.

Diegenen onder hen die geheel of gedeeltelijk werden beroofd van de rechten vermeld in artikel 123 sexies van het Wetboek van strafrecht, kunnen evenwel dit verzoek slechts indienen zo de vervallenverklaring of ontzetting, bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, gewezen bij toepassing van artikel 15 van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, van de artikelen 6, 7 of 8 van de wet van 29 Februari 1952 tot wijziging van bovenvermelde wet of van enige andere wetsbepaling die het voordeel van het in die artikelen bedoelde beroep tot andere personen zou uitbreiden, opgeheven is of derwijze beperkt dat zij al die rechten tenlaatste van de datum af van bedoelde beslissing hebben teruggekregen.

De voorlopige beroving van de in het voorgaande lid bedoelde rechten door een bij voorraad uitvoerbaar vonnis, gewezen bij toepassing van artikel 6 van de wet van 14 Juni 1948, schort het recht op een verzoek tot herziening in te dienen.

.../...

Voor de toepassing van deze wet wordt het ontslag, dat genomen is onder bedreiging met beroving van de betrekking bij tuchtmaatregel wegens gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting, met afzetting gelijkgesteld.

§ 2. De toestand van de in artikel 1 bedoelde personen die van hun betrekking beroofd zijn ingevolge een vervallenverklaring of ontzetting opgelopen door een inschrijving op de lijst waarvan sprake in artikel 4 van de besluitwet van 19 September 1945 betreffende de epuratie inzake burgertrouw of door een veroordeling wegens een in oorlogstijd gepleegd misdrijf of poging tot misdrijf als bepaald in boek II, titel I, hoofdstuk II, van het Wetboek van strafrecht of in de artikelen 17 en 18 van het Militair Strafwetboek, wordt van ambtswege herzien, zodra de vervallenverklaring of ontzetting opgeheven is bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing als bedoeld in § 1.

In geval van beperking van hun vervallenverklaring of ontzetting zoals bedoeld in § 1, tweede lid, kunnen die personen een verzoek tot herziening van hun toestand indienen.

Artikel 3.-

Het verzoek tot herziening wordt, overeenkomstig de modaliteiten vast te stellen bij koninklijk besluit, ingediend door de belanghebbende en, in geval van overlijden, door zijn echtgenoot, zijn bloedverwanten in de opgaande of in de nederdalende linie of zijn broeders en zusters.

.../...

Artikel 4.-

De overheid die de tuchtstraf heeft opgelegd, beschikt over het verzoek tot herziening.

Aan de overheid onder wier disciplinaire bevoegdheid de belanghebbende ressorteert, behoort de herziening van ambtswege.

De herzieningsbeslissing dient, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 5, genomen met inachtneming van de wetten en reglementen houdende regeling van de discipline voor het betrokken personeel.

De herzieningsbeslissingen moeten worden genomen uiterlijk binnen het jaar na het verstrijken van de termijn bepaald bij het koninklijk besluit waarvan sprake in artikel 3. Voor het personeel van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen bedraagt die termijn twee jaar.

Artikel 5.-

De herzieningsbeslissingen zijn met redenen omkleed. Zij worden genomen op het beredeneerd advies van een herzieningscommissie welker bevoegdheid, samenstelling en werkwijze bij koninklijk besluit worden geregeld. De herzieningscommissie wordt voorgezeten door een magistraat, terwijl ten minste de helft der leden, de voorzitter van elk adviesgevend college inbegrepen, moeten behoren tot één der categorieën van personen bedoeld in de eerste vier lijsten vermeld onder artikel 2 van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947.

.../...

Artikel 6.-

Behalve in de gevallen waar de herzieningsbeslissing door de Koning is genomen, kan deze laatste tot de zestigste dag na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 3 :

- 1° optreden in de plaats van de overheid die in gebreke blijft de beslissing te nemen overeenkomstig artikel 4 ;
- 2° de door de bevoegde overheid genomen beslissing van ambtswege of op verzoek van de belanghebbende wijzigen.

Artikel 7.-

§ 1. De beslissing, krachtens de artikelen 2 en 6 genomen, kan terugwerken tot de datum waarop de beslissing waarvan herziening is gevraagd uitwerking had.

§ 2. Wanneer een persoon ingevolge de herzieningsbeslissing terug in dienst wordt geroepen, moet hij voor de duur der ambtsonderbreking op non-activiteit worden gesteld.

§ 3. Wanneer de herzieningsbeslissing een tuchtstraf inhoudt, is de in vorige paragraaf bedoelde non-activiteitswedde gelijk aan de bijdragen of afhoudingen die, was het personeelslid in dienst gebleven, hadden moeten gestort worden overeenkomstig de wetten betreffende de maatschappelijke zekerheid en betreffende de weduwen- en wezenpensioenen.

.../...

§ 4. Wanneer de herzieningsbeslissing geen tuchtstraf inhoudt, is de non-activiteitswedde gelijk aan het verschil tussen de activiteitswedde die het personeelslid zou hebben genoten ware hij in dienst gebleven en zijn globale bedrijfsinkomsten, daarin niet begrepen de inkomsten voortspruitend uit een toegestane cumulatiewerkzaamheid. Deze non-activiteitswedde mag niet hoger zijn dan de bedragen berekend overeenkomstig de bepalingen op het stuk van wachtwedde die gelden voor het bij ambtsontheffing in het belang van de dienst ter beschikking gesteld Rijkspersoneel. Zij mag niet lager zijn dan het bedrag der bijdragen en afhoudingen bedoeld in § 3.

§ 5. De duur der op non-activiteitstelling wordt in aanmerking genomen voor de bevordering in wedde. Hij kan ook voor de bevordering in graad in aanmerking worden genomen.

§ 6. Voor de vaststelling van het recht op pensioen, wordt de tijd der op **non-activiteitstelling** als werkelijke diensttijd medegerekend en wordt de activiteitswedde welke de belanghebbenden zouden genoten hebben indien zij in dienst gebleven waren, eventueel in aanmerking genomen tot het vormen of aanvullen van het weddegemiddelde dat als grondslag van het pensioen dient.

Dit pensioen wordt evenwel verminderd met het bedrag der rente die overeenkomstig de wetten op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood mocht gevormd zijn, uit hoofde van een tijdens de non-activiteit uitgeoefend beroep.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Eerste-Minister,

La chambre était composée de	De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : J. SUETENS,	premier président du	président,
de Heren :	Conseil d'Etat,	
	eerste-voorzitter van	voorzitte
	de Raad van State,	
M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
J. VAUTHIER,	assesseurs de la sec-	
A. BERNARD,	tion de législation,	
	bijzitters van de af-	
	deling wetgeving,	
G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la ver-	De overeenstemming tus-
sion française et la version	sen de Franse en de Nederlandse
néerlandaise a été vérifiée sous	tekst werd nagezien onder toe-
le contrôle de M. VAN BUNNEN.	zicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,	LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) G. PIQUET.	(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier
uitgifte afgeleverd aan de H. Eerste-

Ministre.
Minister.

Le	1952.	De	1952.
Le Greffier du Conseil d'Etat,		De Griffier van de Raad van State,	

R. DECKMYN.